

Venir en aide en punissant Le cas de la Grèce *Gerd Weidenhausen — Stephan Eisenhut*

Le cas de la Grèce est perçu dans l'opinion publique de manière toute différente. Est-ce que la Grèce est sauvée de la détresse d'endettement, dans laquelle elle s'est mise elle-même, au moyen de la politique de grand style de l'UE, ou bien poussée par celle-ci dans une situation de plus en plus funeste ? Le présent article recueille des raisons pour expliquer pourquoi la première façon de voir ne tient pas et une réelle compréhension européenne doit par contre lui être opposée¹.

La Grèce a encore voté une fois de plus. Pourtant les gens ne se sont rendus aux urnes qu'en hésitant. En comparaison des élections de janvier, le nombre des abstentions est passé de 36,4 % à 43,3%. Beaucoup de ceux qui se sont rendus aux urnes, voulaient simplement empêcher que de nouvelles anciennes forces reviennent. Quoique SYRIZA, le parti d'Alexis Tsipras, en comparaison du résultat de janvier, ait perdu purement et simplement moins de 1 %, c'est tout juste si on lui impute une importance réelle. Même le nouvel ancien chef de gouvernement — comme le constate Florian Schmidt dans *Vorwärts* — est considéré par les gens comme une « sorte de manager de projet bruxellois » dont les « tâches sont déjà solidement établies et dont les marges de manœuvres sont extrêmement limitées par les technocrates »². L'évolution dramatique de ces derniers mois a nettement fait pour que la Grèce redevienne une sorte de protectorat et ne puisse pas gouverner en décidant d'elle-même³.

Si l'on sonde l'opinion publique, trois manières de lire la crise grecque dominent à chaque fois selon le pays et la situation politique :

1. L'opinion courante en Allemagne parle d'un « sauvetage » de la Grèce de la misère dans laquelle elle s'est mise elle-même par son endettement, pratiqué de grand style par la *troïka* et le gouvernement fédéral allemand. Cette manière de voir part de nobles sauveurs qui — eux-mêmes magnanimes, sans faute et sans tâche — prennent sur eux la dette du pays délinquant et raté appelé « Grèce », donc un modèle exemplaire d'altruisme.
2. Une autre manière de lire, plus rare à percevoir dans ce pays-ci [l'Allemagne, *ndt*], mais par contre dans l'état endetté concerné lui-même ou bien de la part d'experts économiques de l'autre côté de l'océan comme Joseph Stiglitz ou Paul Krugman, qui furent actifs dans l'état-major des conseillers de l'ancien ministre des finances Yanis Varoufakis, tiendrait la première manière de voir pour une stratégie d'enfumage, dans la mesure ou celle-ci, avec son discours moralisateur, voudrait détourner du fait qu'il s'agit uniquement du sauvetage des banques, auprès desquelles la Grèce se trouve en endettement.
3. Une manière de voir, enfin, qui ne pourrait se procurer qu'une écoute extrêmement rare, évoque une intention hostile de la part de l'UE, sous la direction allemande, de suborner le gouvernement grec par des négociations qui ne sont pas sérieusement pensées au moyen d'exigences inacceptables, afin de le décourager et de l'acculer dans ses derniers retranchements, de sorte que celui-ci ne puisse ensuite que les refuser. Les conséquences en sont pleinement calculées : la cessation des flux financiers du côté de la BCE, frayant la voie au collapsus total et, ce qui n'est pas encore obtenu jusqu'à présent, la chute du gouvernement dirigé par SYRIZA.

Ceci rappelle le traité de Rambouillet lors du conflit yougoslave (1999), au sujet duquel, Henry Kissinger, lui-même remarquait : « Le texte de Rambouillet, qui convoquent les Serbes à accepter le passage des troupes de l'OTAN en Yougoslavie, est une provocation et une excuse, en revanche, pour

¹ À la base de cette article repose une première rédaction de Gerd Weidenhausen, achevée en juillet, qui devait être actualisée et adaptée pour le numéro d'octobre de cette revue. Étant donné qu'il se produisit un empêchement inattendu, Gerd Weidenhausen a prié Stephan Eisenhut d'adapter l'article aux nouveaux développements. — **La rédaction.**

² www.vorwaerts.de/artikel/sieg-tsipras-wahlergebnis-griechenland-bedeutet

³ Voir à ce propos l'article *Les vainqueurs vaincus* de Andreas Meyer dans ce même numéro [Traduit en français, fichier DDAM1015. DOC, disponible directement auprès du traducteur : daniel/kmiecik59@gmail.com, *ndt*]

pouvoir commencer les bombardements.⁴ » Dans ce sens, on peut parler pour les négociations de la Grèce d'une sorte de mise en scène économique de Rambouillet, lors de laquelle n'est laissé au destinataire aucun autre choix que celui de la capitulation décourageante et qui démontre aux autres candidates rebelles potentielles — par exemple l'Espagne, le Portugal ou l'Italie — ce qui leur arriverait aussi au cas où elles ne se soumettent point aux conditions de la *troïka* à l'avenir.

Le déroulement de la crise

La première façon de lire en particulier — qui agit à partir des honorables sauveurs allemands, lesquels, à partir d'un grand style, sans exemple, et d'une attitude carrément altruiste, avec patience et grandeur d'âmes, déploient sans cesse de manière réitérée le « parapluie protecteur » sur la Grèce ingrate — renonce à une clarification du cheminement et du devenir économiques de la crise : au commencement de l'acceptation de la Grèce dans l'UE, vinrent en effet en effet, en aide des conseillers de la banque **Goldman Sachs** pour falsifier les bilans des données économiques de la Grèce, dont l'état vrai n'eût jamais légitimé son acceptation dans l'UE. Après une intégration ainsi réalisée, qui ne dût pas être mise en scène sans la connaissance des hauts responsables de l'UE, la Grèce fut carrément invitée par les grandes banques allemandes et françaises à emprunter crédits sur crédits en vue du financement de la consommation privée et publique. De ces crédits de consommation ainsi financés profita pour ainsi dire l'industrie d'exportation allemande avec ses excédents d'exportation en croissance exorbitante. À la suite de la crise de 2008/2009, l'économie grecque s'en retrouva prise dans des remous, tandis qu'en même temps, l'endettement de l'État s'accroissait. À la Grèce fut accordée, par la *troïka* — sous la forme de l'UE, la BCE et le FMI — des « crédits de secours » sous l'obligation d'un rigoureux dictat d'épargne. L'objectif était sensé réduire les dépenses publiques [entendons-nous bien ! : dépenses de l'État pour le public, *ndt*], afin de rendre possible le retour de l'argent des crédits aux grandes banques européennes, y compris les charges d'intérêts qui avaient entre temps sensiblement augmenté. La *troïka* dicta donc à la Grèce des plans d'épargne détaillés qui étaient toujours pourvus et étiquetés du concept de « réformes ». À l'occasion, la privatisation forcée des valeurs en capital de l'État — comme la vente des entreprises d'approvisionnement en énergie, aéroports, ports, sociétés de télécommunication et environ trois cents îles [! *ndt*] — un point d'angle de ce genre de « réformes », consistait dans une autre réduction massive des rentes, un amaigrissement de la bureaucratie étatique ainsi que des réductions dans l'éducation et la santé [réduction de 5 000 à 2 000 médecins dans tout le pays, voir l'article d'Andreas Meyer : *Les vainqueurs vaincus* dans le même numéro de *Die Drei*]. Le paquet d'austérité comprenait entre autre le relèvement de l'âge de la retraite, la réduction de 22% des allocations de chômage et l'exigence de privatisation de l'immobilier de l'État. Une liste impressionnante s'ouvrit de coupes sociales « à blanc estoc » [*Kahlschlag*], laquelle depuis — et là-dessus les médias allemands gardent un silence total — fut transposée dans les faits et a gratifié la Grèce d'un chômage de masse, d'une pauvreté de masse et d'une récession profonde⁵.

Sauvetage des banques aux dépens des citoyens

Avec ce paquet d'austérité la Grèce se retrouva *de facto* sous administration forcée et précipitée d'abord dans une vraie crise économique dans une ampleur inconnue auparavant. Lors que le président du conseil de l'époque, George Papandhréou, voulut organiser un référendum eu égard à cette situation, en novembre 2011, les cris d'orfraie retentirent dans l'ensemble des capitales européennes — et de manière prépondérante à Berlin. Comme cela devrait être connu : Papandhréou ne survécut pas politiquement à cette initiative et dut se démettre politiquement. La raison des experts de la politico-technocratie européenne avait vaincu contre l'insondable volonté libre du peuple. Le « renoncement volontaire » initié la même année et chaudement activé par la propagande des grandes banques

⁴ http://www.de.wikipedia.org/wiki/Vertrag_von_Rambouillet

⁵ Les mensonges à la Grèce : le chèque des faits : http://www.die-linke.de/fileadmin/download/nachrichten/2015/2015-07-01_griechenland_luegencheck_de_masi.pdf

européennes, au paiement de la moitié de la dette, qui englobait environ 50% de leurs requêtes, ne fut — si l'on y regarde de près — rien d'autre qu'une procédure de ré-endettement dans une mesure gigantesque et tout autre chose qu'une perte pour ces mêmes banques : car la BCE et la commission de l'UE offrirent aux banques d'échanger les prêts risqués de l'État grec, qu'elles détenaient, contre un prêt garanti par l'UE. Plus de 100 milliards d'Euros furent ainsi transférés des stocks des banques privés à la BCE. La prise en charge de ces titres à risques par la BCE fut dès lors dénommée « *bail-out* » [ce qui signifie juridiquement en anglais exactement : « faire mettre en liberté provisoire ou sous caution », *ndt*] Finalement ce processus de ré-endettement pour sauver les banques privées, auquel, soi-disant, on ne pourrait pas renoncer, s'accompagne d'un endettement de l'État toujours plus élevé et cela avec les conséquences qui vont si loin que les citoyens doivent se serrer toujours plus étroitement la ceinture. Elmar Altvater décrivait déjà, en 2010 dans les *Blätter für deutsche und internationale Politik*,⁶ la relation de dépendance entre l'État et les banques : « Des états souverains, qui ont précisément sauvé les banques de la faillite, empruntent de nouveaux crédits justement auprès de ces banques d'affaires privées, pour financer le système des dettes obligatoires »⁷. On peut ainsi nettement voir aussi quels sont les gagnants et les perdants de la crise.⁸ Kostas Vaxevanis, rédacteur en chef du magazine grec *Hot Doc*, présente succinctement, dans le *Zeit* du 25 juin 2015, la totalité du dilemme de la manière suivante : « La crise européenne fut déclenchée par la décision des gouvernements de transformer les dettes du secteur bancaire en dettes d'États. Quoique les règles du système du marché prescrivent que des entreprises qui défontent doivent déposer leur bilan, un autre stéréotype nous est ainsi servi tout chaud, à savoir, les banques seraient « trop grosses, pour aller à la ruine » [*too big to fail*, voilà qui est brièvement et efficacement dit en peu de lettres en anglais. *ndt*]. Dans ce stéréotype se trouve le fait que l'Europe ne sortira jamais de sa crise durable, car pour cela elle doit payer les fautes, l'arrogance et la cupidité des banques. Au lieu d'avoir en vue comment se sont mis en place ces contextes — et cela pas seulement dans la presse de boulevard — on a fait de la Grèce le principal débiteur et pécheur. Et ce qui, à l'occasion fut donné au mieux concernant la Grèce en stéréotype couvrant le pays, dégage une bien triste image de l'état de la culture politique dans le pays des poètes et penseurs, dans lequel entre temps apparemment on a même pris congé des élémentaires règles de décence.

Ressentiment, découragement et contrainte

Des historiens insistent sur le fait que l'image des Grecs, en tant que successeurs de Périclès ou de Socrate — laquelle a surgi de manière erronée au 19^{ème} siècle dans les milieux cultivés — n'a que peu à faire avec la Grèce actuelle. Les changements culturels et ethniques d'une histoire de plus de deux mille ans sont bien trop puissants pour leur laisser tirer ce genre de conclusion [Il en va de même pour les soi-disant Français dont les ancêtres seraient des Gaulois..., *ndt*]. Toujours est-il qu'il est dangereux d'aller caractériser les Grecs actuels avec une nuance défavorable comme un « mélange de Slaves, de Byzantins et d'Albanais », que les architectes de l'UE n'eussent embarqués sur leur bateau européen que par erreur, à cause de leur fausse image idéaliste de la Grèce. Lorsque Berthold Seewald constate, à ce sujet dans *Die Welt* : « Les conséquences en sont quotidiennement à considérer avec étonnement »⁹, il se meut dans la proximité d'un ressentiment raciste. En lien avec la campagne durable de la *BILD-Zeitung*, sur les « faux Grecs » notoires, l'impression surgit que ces descendants illégitimes de la haute culture antique n'apportent rien en dehors de coûts, aux dépens des autres, pour se faire un beau printemps. Quelque peu à l'écart de cette variante plutôt scabreuse de la doctrine raciste, pour expliquer les refus de tous côtés des Grecs dans la communauté solidaire de l'UE, Le président de la fraction

⁶ <https://www.blaetter.de/archiv/jahregaeng/2010/novemberim-schlepptau-der-finanzmaerkte>

⁷ Un éclairage de cette problématique qui est reliée à la création d'argent à partir de la vision anthroposophique, se trouve dans un article de Stephan Eisenhut : *La Dreigliederung de l'argent : l'argent en tant que problème du droit*, dans *Die Drei* 7/2015, p.35 [traduit en français : fichier DDSE7815.DOC, *ndt*]

⁸ Robert Ojurovic : *Les gagnants de la crise*. <http://www.jungewelt.de/2015/06-25/016.php>

⁹ <http://m.welt.de/geschichte/article142305296/Griechenland-zerstroete-schoneinmal-Europas-Ordnung.html>

CDU/CSU du *Bundestag*, Volker Kauder, appelle, dans le *Tagesspiegel* du 13.6.2015, le président du conseil grec un « *fresches Bürschchen* » [à savoir : *petit vaurien*, qui ne serait pas mal en français, mais ça se discute... *ndt*] qui devrait « s'il vous plaît, se tenir pour dit » que les règles de l'UE sont à maintenir. Le porte-parole de la politique budgétaire de la fraction SPD du *Bundestag*, Johannes Kahrs, ne veut pas être non plus en reste, dans cet art élevé de la rebuffade et de l'insulte personnelle et caractérise ainsi le ministre des finances grec, Yanis Varoufakis, comme un « égaré de première » [Il serait temps de rappeler à tous ces politiques qui comme ceux-là, en France, ont suivi la même école du clientélisme des riches, la phrase de Schiller en la modifiant un peu conjoncturellement : « *Il n'est pas dans la mission du peuple Allemand de vaincre par l'économie* (tant mieux pour eux cependant !) (*comme il tenta de le faire malheureusement par les armes* en d'autres temps terribles mais pas si lointains] *mais de vaincre par l'esprit...*, encore faudrait-il en avoir vraiment ici en la matière. *ndt*]. Il se range avec cela derrière les explications de son chef Sigmar Gabriel, selon lequel les travailleurs allemands et leur famille ne paieraient assurément pas « les promesses électorales à découvert d'un gouvernement en partie communiste ». Le « social-démocrate » Gabriel oublia à l'occasion de mentionner que les dits travailleurs et leur famille, depuis des années doivent et devront encore payer avec bonheur à l'avenir, grâce à la politique de messe solennelle menée par le gouvernement avec la participation du SPD, d'autant plus pour se remettre des frasques hasardeuses de ces jouereaux de banquiers.

Jeux de rôle dans la dispute de famille européenne

Pour celui qui est peu familier des « analyses transactionnelles » d'Eric Berne¹⁰, l'actuelle dispute familiale intra-européenne, lui rappellera des modèles suivants de comportement et de cessation : tant que durant ces cinq dernières années, les gouvernements grecs ont plus au moins accepté sans cérémonies [en tchi on dit aussi : « *sans moufter* », *ndt*] le dictat d'épargne de la *troïka*, ils ont joué alors le rôle du brave « enfant-Je » [*Kind-Ich*] obéissant et accommodant. Celui-ci a accepté l'aide tutélaire du « parent-Je » [*Eltern-Ich*] de la *troïka* prenant soin du pupille dépendant, lequel s'est reposé avec reconnaissance sur elle. À l'occasion l'expertise économique de la *troïka* enseigna les lois de l'équilibre budgétaire « à la souabe » avec beaucoup de patience à ceux qui s'entendaient à vivre « à la grecque », en inclinant vers un manque de discipline budgétaire. Alors qu'ils surveillaient la totalité de la procédure, les fidèles parents attentifs de la *troïka* — eux-aussi agissant totalement « à la souabe » — contrôlèrent la tenue du budget des Grecs immatures jusque dans les moindres détails et le modifièrent au cas où l'élève grec fit des avancées et commençât à se comporter comme une diva, en sortant ainsi du rôle de « parent-Je tutélaire » et en entrant dans celui du « parent-Je punissant », enseignant mais avec l'index menaçant. À côté des rebuffades et imputations déjà mentionnées, il était ensuite question que les Grecs fissent d'abord leurs devoirs à la maison avant de recommencer à discuter.

Pourtant, en 2015, les gouvernements accommodants, s'étant finalement soumis, durent laisser la place à un nouveau gouvernement de direction socialiste, celui de Tsipras. Un style de gouvernement nouveau, totalement inconnu, devint alors décelable à Athènes : conscient de soi et peu accommodant, qui fait tache contre les sur-puissances crédules et leur politique d'accomplissement personnel à Bruxelles, Paris et Berlin : aucun signe de culpabilité chez les endettés, aucuns gestes de soumission, un sur-Je collectif tourmenté d'une bonne tranche de conscience morale ; aucune peur devant la leçon et la punition exhortantes des puissances de la *troïka*. L'ancien enfant-Je, apeuré et accommodant, qui suivait ses parents tantôt aidants, tantôt punissants, dans toutes les conjonctures, se mua soudain dans la personnalité du nouveau gouvernement en un enfant-Je tantôt « rebelle » tantôt « créatif » qui réclame, au lieu des déclarations réflexes obstinées de règles à suivre, de nouvelles amorces politiques en dressant un miroir devant les parents technocrates-comptables de la *troïka*, en ne se soumettant plus inconditionnellement à eux et qui désigne la coupe sociale « à blanc estoc » pour ce qu'elle est vraiment, à savoir, de la froideur et de la brutalité sociales sous sa pure forme. Et tout d'un coup, le masque plein de sollicitude du parent-*troïka* tombe et se transforme en geste menaçant et extorquant

¹⁰ Voir Eric Berne : *Jeux des adultes*, Reonbeck près d'Hambourg 2002.

d'une sur-puissance menaçante qui ne tolère plus aucune contradiction. À l'improviste, de cette auto-image de sauveur de grand style, péniblement construite et bricolée, surgit alors la grimace du punisseur impitoyable. Aucune pitié à l'égard d'une volonté autonome insoumise ; comme elle fut à percevoir à partir d'Athènes, quand bien même encore timide et bien rudimentaire.

Une victoire symbolique

Avec cela, la crise en Grèce devient un symbole, une symptomatologie de l'état de la démocratie dans l'Europe de l'UE. Comme le dit pertinemment la politologue Gesine Schwan, la politique est « remplacée par la contrainte »¹¹. Mais quel autre développement s'avère-t-il prévisible, après que la *troïka* a conduit la Grèce consciemment dans une situation sans issue, et cela avec l'intention devenant de plus en plus manifeste de provoquer un « changement de régime » ?¹² Le 5 juillet 2015, 61 % des Grecs se décidèrent, lors d'un référendum préfixé par SYRIZA au pouvoir, en faveur du cours des négociations vis-à-vis de la *troïka*, lequel gouvernement a jugé déraisonnable la rigueur du dictat d'épargne et exigé du FMI une réduction analogue de la dette. Le référendum, lorgné de manière critique, conformément à leur habitude, par les chefs de l'UE, forma donc pour ainsi dire l'ultime branche agrippée par SYRIZA pour se laisser apparaître comme légitime, aux yeux de la population, face en outre aux impudences qu'on lui impose de suivre, sous couvert de la volonté politique de celle-ci. En même temps fut entreprise, avec cela, l'ultime tentative d'avoir encore en main un triomphe espéré dans le poker des négociations à venir. Parce que les électeurs grecs voulurent nonobstant rester dans la zone Euro, Tsipras devait donc rentrer dans les exigences de Bruxelles dans une ampleur qui est à caractériser moins comme un compromis, mais bien plus au contraire comme une capitulation. Que l'enfant-terrible du gouvernement, le ministre des finances d'alors, Yanis Varoufakis, a fait part de sa démission immédiatement après le référendum, cela indique clairement qu'il ne consentait pas à accepter en plus la capitulation qui s'annonçait.

Le gouvernement SYRIZA voulait démontrer à l'Europe par son référendum qu'il voit, dans la question de l'endettement, d'une manière primaire une action politique et non pas uniquement un acte comptable à réaliser. Il estima la victoire au référendum comme une victoire de la démocratie populaire contre une technocratie de l'UE, grevée par le néo-libéralisme et il espérait à partir de cet acte de volonté personnelle un rayonnement en retour sur tout le reste de l'Europe. Mais ce n'est qu'une victoire symbolique. Car indépendamment du refus ou de la reconnaissance, par la volonté populaire, du paquet de sauvetage européen, y compris le dictat d'épargne qui en fait partie, la Grèce ne pourra pas survivre au plan économique et social sans une remise des dettes consentie par la *troïka* et un programme d'investissement massif.

Après la victoire électorale renouvelée par SYRIZA, le 21 septembre 2015, c'est le même visage à la tête du gouvernement grec. Mais ce président du conseil cuit « mollet » a désormais la tâche d'imposer les exigences dictées sous le manteau d'un semblant de politique de gauche. Toute concession minime des créanciers, il la vendra comme un grand succès de son gouvernement. La chute du gouvernement incommode n'était pas du tout nécessaire. Un chef de gouvernement de gauche plus maniable peut essentiellement mieux imposer les buts de la *troïka*. L'exemple, qui fut ainsi statué sur le membre le plus faible et en même temps le plus opiniâtre de l'Europe, aura par conséquent son effet sur les autres chefs de parti incommodes qui menacent de se laisser porter au pouvoir par la vague d'insatisfaction des populations, justement dans les pays du Sud de l'Europe ballottés dans les crises. Celui qui ne veut pas être mis en marge, comme un pays insignifiant, celui-là aura à s'accommoder, s'il vous plaît, d'une discipline budgétaire et d'une capacité de concurrence « *made in Germany* ».

Nationalité et démocratie

¹¹ <https://www.freitag.de/autoren/jan-pfaff/politik-wird-durch-zwang-ersetzt>

¹² FOCUS online. <https://www.focus.de/politik/ausland/die-deutschen-wollten-uns-rausdrängen>. Voir aussi [Freitag.de](https://www.freitag.de): Opération Regime Change. <https://www.freitag.de/autoren/the-guardian/operation-regime-change>

La troisième sorte de lecture fait le point sur l'évolution insondable actuelle, mais elle est en même temps aussi elle-même très unilatérale. Car on peut tout aussi bien parler d'une intention hostile de l'UE sous la direction allemande, que des intentions hostiles de l'UE sous les directions de la France ou de l'Italie. En outre, les élites dirigeantes allemandes se situent dans une forte dépendance d'avec celles américaines, lesquelles, quand quelque chose en vient à contredire leurs intérêts, interviennent aussitôt. Un grand nombre d'intentions et d'intérêts jouent donc ensemble dans de telles institutions, articulées de manières toutes différentes par les élites nationales respectives, qui ne sont en outre aucunement des groupes homogènes. Elles ne doivent pas être confondues avec les intérêts des populations de chaque pays, même si ensuite dans des groupements d'intérêts égoïstes s'expriment les qualités des diverses nationalités. Lorsque des institutions étatiques sont occupées par des groupes d'intérêts égoïstes, alors ne peuvent surgir que les aspects négatifs de ses qualités nationales. Les élites grecques souffrent-elles de la crise en Grèce ? Les élites françaises et allemandes en souffrent-elles aussi ? Aussi longtemps qu'on parvient à sauver les banques, personne n'en souffrira. Au contraire : si le gouvernement grec baisse un peu le ton et remplit les exigences de la *troïka*, les grands investisseurs et rentiers grecs grevés de plusieurs milliards, qui ont depuis longtemps éloigné à l'étranger leurs fortunes, laisseront couler l'argent dans leur pays en compagnie de leurs co-joueurs internationaux pour venir y racheter au rabais, à un prix risible, les entreprises moyennes en ruine [ce qui s'est passé lors de la réunification allemande pour la RDA, qui ne fut pas non plus à l'honneur du gouvernement Kohl, voir les films d'Arte sur ce sujet *ndt*]. Aux pays étrangers en puissance d'achat, de nouvelles possibilités d'investissements seront ainsi ouvertes, tandis que la population grecque plongera dans la pauvreté et la misère.

Est-ce que la large masse des populations en Allemagne, Hollande, France, Espagne et autres, souffrira sous cette crise ? Bien entendu et certes selon de façons bien diverses. Tandis qu'en Europe du Sud de moins en moins de gens trouveront une occupation, qui leur permette de subvenir convenablement à leurs besoins dans leur espace culturel, les gens des pays du Nord courrons certes toujours, avec autant d'application, à l'intérieur de leur « roue de hamster » et produiront toujours de très grandes quantités de biens de consommation qui seront volontiers consommés à l'étranger, pourtant de plus en plus de gens auront quand même l'impression, laquelle n'est pas infondée, que leur revenu se ratatine constamment et ne leur suffit plus pour cela. Les qualités et habitudes nationales ne sont pas qualifiées pour être attribuée à des dettes. Mais elles ne devraient pas être méprisées. Elles sont en effet la base pour que la vie spirituelle des êtres humains puisse se développer selon des manières différenciées. Aussi longtemps que les êtres humains peuvent se rencontrer sur le champ libre et ouvert de l'esprit, alors ces différenciations peuvent se féconder mutuellement.

La grande question à venir sera de savoir comment, conformément à sa nature, la vie spirituelle pourra être séparée complètement de la vie politique. Car là où des facultés particulières se développent, une élite en prend nécessairement naissance. Cette élite peut être féconde partout où elle place ses facultés au service de la communauté : dans la direction d'entreprise, dans le développement des innovations techniques et dans les institutions de la vie culturelle. La richesse qui prend naissance de l'engagement de telles facultés, personne ne la remettra sérieusement en cause. Mais que de telles élites en viennent à mettre à profit de telles facultés dans le but de manipuler les institutions politiques, de manière qu'elles servent aux groupements d'intérêt égoïstes à accumuler encore plus de richesses, dont les fondements reposent purement et simplement dans des positions de pouvoir, alors les fondements démocratiques de la vie humaine de l'ensemble seront remis en cause. La Grèce éveille en effet l'apparence que l'idée véridique, archétype de l'Europe, se voit définitivement enterrée par des élites économiques et politiques de l'UE, qui ne doivent démocratiquement jamais rendre aucun compte, exactement et précisément dans ce pays-là d'où elle tire son origine spirituelle primordiale.

Die Drei 10/2015.

(Traduction Daniel Kmiecik)